



**CREDIT MUNICIPAL DE TOULON**

**MARCHE DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**MARCHE N° : 6/17**

**POUVOIR ADJUDICATEUR : CREDIT MUNICIPAL DE TOULON**

**REPRESENTE PAR : LE DIRECTEUR GENERAL DU CREDIT MUNICIPAL**

**OBJET DU MARCHE :** la remise coque nue d'un local aménagé en agence bancaire et l'évacuation du mobilier, des gravats et de tous les éléments spécifiques à l'activité bancaire ( guichet, banque, coffre, distributeur automatique de billets ) qui résultent de la remise à coque nue du local.

## **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses techniques Particulières (CTAP) concernent

- la remise coque nue d'un local d'une surface de 107 m2 aménagé en agence bancaire situé dans la galerie marchande du Centre Commercial CARREFOUR à Puget sur Argens.
- à l'évacuation du mobilier, des gravats et de tous les éléments spécifiques à l'activité bancaire ( guichet, banque,vitrerie ) qui résultent de la remise à coque nue du local.

## **ARTICLE 2 : FORME DU MARCHÉ**

### Forme du marché

Le présent marché est un marché passé selon la procédure adaptée article 27 du décret n° 2016-360.

## **ARTICLE 3 : SOUS TRAITANCE**

La sous-traitance directe est acceptée selon les conditions énoncées dans l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux,

le titulaire

- devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.
- présentera le cadre d'acte spécial annexé à l'acte d'engagement dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur le cadre d'acte général.
- présentera le montant des prestations du sous-traitant selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

et

le pouvoir adjudicateur notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification le titulaire du marché s'engage à faire connaître à la personne responsable du marché le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

## **ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes énumérées par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement
- le CCAP
- le CCTP
- Le règlement de consultation

## **ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

L'entreprise assurera les travaux nécessaires à la remise à coque nue d'un local aménagé en agence bancaire, dans un délai fixé à l'avance qui ne pourra être supérieur à **21 jours**. La date de début des travaux est fixée au 1er décembre 2017.

Le local où les travaux doivent être effectués est situé dans la galerie marchande CARREFOUR de PUGET sur Argens

Avant toute intervention, le prestataire devra se rapprocher de la Direction et du service sécurité du Centre commercial CARREFOUR afin de planifier notamment les horaires d'intervention et les moyens à mettre en œuvre pour évacuer les gravats.

#### **ARTICLE 6 : DETERMINATION DU PRIX.**

Les prix sont déterminés en fonction de la nature de la prestation, du volume des gravats, mobilier et matériels spécifiques à évacuer (coffre, Dab, vitrerie). Ils peuvent être déclinés sous forme de forfait par nature de prestation. Ils sont réputés fermes et définitifs.

Une visite du site, est possible après une demande préalable auprès de :

Mme Valérie ANDRE  
valerie.andre@cmt-banque.fr.  
04 94 45 66 88

#### **ARTICLE 7 : AUGMENTATION DES TRAVAUX**

Par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant de la personne responsable du marché.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ**

Le titulaire du marché assume une obligation de résultat, à ce titre il est seul et totalement responsable envers le client de la bonne exécution des prestations et ce conformément aux spécifications administratives, techniques et réglementaires telles que définies par la législation en vigueur.

Le titulaire sera responsable de tous les dommages directs ou indirects causés par l'exécution des prestations ou à l'occasion de l'exécution des prestations.

A ce titre, le titulaire devra prendre toutes les précautions pour que ses travaux n'occasionnent pas de sinistre aux magasins jouxtant l'agence bancaire et à la structure de la galerie marchande. Cependant si des dégâts étaient causés la responsabilité du titulaire sera engagée et les opérations de remise en état resteront à sa charge

Le titulaire devra donc justifier de la souscription d'une assurance le couvrant des éventuels préjudices que son activité pourrait occasionner.

A défaut de présentation de ces documents, le marché sera résilié de plein droit.

#### **ARTICLE 9: EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU PRESTATAIRE**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution par ce dernier de la prestation, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire

## **ARTICLE 10 : RÉSILIATION**

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou d'exécution partielle de la part du titulaire de l'une quelconque de ses obligations contractuelles et sauf en cas de force majeure, l'administration pourra, après une mise en demeure d'exécuter d'une semaine, résilier de plein droit le contrat. notifié par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le délai

## **ARTICLE 11 : ÉTABLISSEMENT DES FACTURES**

Le titulaire adressera au client une seule facture récapitulative.

Cette facture sera établie en deux exemplaires et comportera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro de marché
- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire est L'AGENT COMPTABLE DU CREDIT MUNICIPAL DE TOULON

## **ARTICLE 12 : MODALITÉS DE PAIEMENT**

Le Crédit Municipal, établissement public se libérera des sommes dues au titre du marché par mandats administratifs.

## **ARTICLE 13 : DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 96 du Code des marchés publics et selon les dispositions du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics. Ainsi le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception de la facture par l'administration. Ces dates sont constatées par le Crédit Municipal de Toulon. A défaut, c'est la date de la facture augmentée de deux jours qui est retenue.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par l'ordonnateur après ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est soit de 30 jours soit égal au solde restant à courir à la date de suspension si celui-ci est supérieur à 30 jours.

A défaut de paiement dans un délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 2 points.

## **ARTICLE 14 : POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur signataire du marché est le Directeur Général du Crédit Municipal de TOULON.

## **ARTICLE 15 : COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire est l'Agent Comptable du Crédit Municipal de TOULON.

**ARTICLE 16 : LITIGES**

En cas de litige dans l'exécution du présent marché, la juridiction compétente sera le tribunal administratif de Toulon 5 rue racine – CS 40510 83 041 TOULON CEDEX .